

Exposé Mai 68

Mai 68 est souvent dépeint comme une « révolution culturelle ».

La mobilisation des travailleurs est à peine mentionnée, comme un élément secondaire.

En réalité, Mai 68 est d'abord et avant tout la plus grande grève générale de l'histoire européenne.

Le pouvoir était à portée de main des travailleurs. Nous verrons pourquoi Mai 68 n'a pas abouti à la prise du pouvoir des travailleurs.

Ce qui est certain, c'est que Mai 68 reste un traumatisme pour la bourgeoisie française – et pour les dirigeants réformistes ! Ils sont hantés par la possibilité d'un nouveau Mai 68 – à juste titre, car les conditions d'une nouvelle explosion révolutionnaire ont mûri au cours des dernières années. C'est pourquoi ils usent de tous les stratagèmes pour discréditer et semer toutes sortes de mensonges sur ce mouvement.

Nous devons étudier sérieusement Mai 68. Il y a de précieuses leçons à en tirer.

*

Mai 68 a pris tout le monde par surprise.

A cette époque, la bourgeoisie était confiante. C'était une période de croissance de l'économie française (6 % par an, en moyenne), qui s'inscrivait dans la longue période d'expansion capitaliste d'après-guerre qu'on connaît sous le nom des « Trente glorieuses ». La bourgeoisie pensait donc que la lutte des classes était une relique du passé.

Le niveau de vie des masses (ou au moins d'une partie) s'était sensiblement amélioré. Par exemple, le nombre de propriétaires de voitures avait doublé entre 1958 et 1968.

A gauche aussi, les socialistes et les communistes n'avaient aucunement anticipé l'explosion révolutionnaire de Mai 68. Ils étaient aveuglés par la routine quotidienne du travail parlementaire.

Ce n'était pas mieux du côté de l'extrême gauche ! Beaucoup défendaient l'idée que les travailleurs s'étaient soi-disant « embourgeoisés », « américanisés », etc. Par conséquent, ils misaient plutôt sur les paysans du « Tiers Monde » et sur les étudiants radicalisés, comme sujets révolutionnaires – tout ce qu'on voudra, sauf les travailleurs...

Bien sûr, les étudiants ont joué un rôle important en Mai 68. Ils ont été l'étincelle qui mit le feu aux poudres.

Mais la colonne vertébrale du mouvement était la classe ouvrière : jusqu'à 10 million de travailleurs furent en grève – avec occupation des lieux de travail.

*

L'argument repris par l'extrême gauche était que « le niveau de vie des masses s'est amélioré ».

Oui – mais en réalité, la situation des travailleurs n'était pas si bonne que ça.

La croissance ne bénéficiait qu'à certaines sections de la classe ouvrière – et surtout, bien sûr, à la bourgeoisie.

Les salaires de la masse des travailleurs étaient très bas. 6 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté. 3 millions vivaient dans des bidonvilles autour de Paris.

Le chômage commençait à croître. Il était passé de 400 000 chômeurs à 700 000 en quelques années. Ce n'est rien comparé à nos 2,6 millions de chômeurs aujourd'hui (selon les chiffres officiels au 1er trimestre 2026), mais les travailleurs voyaient les nuages sombres s'accumuler – sans avoir récolté les fruits de la croissance.

La croissance de l'économie reposait en partie sur un accroissement de l'exploitation.

Le temps de travail en 1936 (grâce à la grève générale de mai-juin 1936) était de 40 heures. En 68, le temps de travail moyen était de 45 heures. Certains travaillaient même 48 ou 50h.

Dans les entreprises régnait la dictature des patrons : les syndicats n'avaient pas de local, n'avaient pas le droit de récolter les cotisations, etc.

Et donc, sous la surface, la frustration et la colère s'accumulaient massivement – préparant une explosion massive.

*

L'idée que la classe ouvrière ne « pouvait plus jouer de rôle révolutionnaire » est absurde d'un deuxième point de vue.

La croissance économique de l'après-guerre avait énormément renforcé le poids social de la classe ouvrière.

En 1936, la moitié de la population travaillait dans l'agriculture. En 1968, ce n'était plus que 15 %.

De plus, beaucoup de travailleurs étaient concentrés dans d'énormes usines – par exemple, l'usine Renault Billancourt comptait 30 000 travailleurs.

Ceci donnait un pouvoir colossal à la classe ouvrière.

*

Beaucoup de symptômes annonciateurs de l'explosion révolutionnaire pouvaient s'observer dans la période précédant Mai 68.

En 1963, une longue grève des mineurs permit d'arracher une victoire partielle.

De grandes grèves éclatèrent en 1967 et début 1968 chez Peugeot, dans le textile... En 1967, il y eut 4 220 000 jours de grève.

A Renault Billancourt, 80 actions syndicales eurent lieu entre mars et mai 68.

On pourrait multiplier les exemples...

Et bien sûr aussi, chez les étudiants, qui sont un baromètre sensible des tensions qui s'accumulent dans la classe, la contestation prenait de plus en plus d'ampleur.

*

A partir du mois de mars 68, de nombreux conflits éclatent entre les étudiants (surtout de Nanterre) d'un côté, et la direction de la fac et le gouvernement de l'autre.

On n'a pas le temps d'entrer dans les détails. Mais l'essentiel à retenir, c'est que le 2 mai, la direction de la fac de Nanterre suspend les cours. Le 3 mai, la police intervient dans un meeting de solidarité avec les étudiants de Nanterre dans la cour de la Sorbonne. 400 jeunes sont arrêtés. Une bagarre entre la police et 2000 personnes éclate au boulevard Saint Michel. Les premières barricades font leur apparition.

Plutôt que de calmer le mouvement, la répression le radicalise encore plus et attire la sympathie de couches plus larges de la population.

Les jours qui suivent sont une succession de combats de rue – avec barricades – et de manifs qui demandent la réouverture de la Sorbonne (occupée par la police), le retrait de la police, et la libération des étudiants arrêtés.

Le 10 mai, connue sous le nom de « nuit des barricades », est le point culminant. Etudiants *et* jeunes travailleurs dans le Quartier latin se mobilisent. La répression est très violente, elle fait des centaines de blessés.

La violence policière déchaînée suscite une vague d'indignation. Un sondage dans le *Monde*, publié le lendemain, révèle que 80 % de la population condamne la répression policière !

Sous pression, les directions syndicales (CGT, CFDT, FO et FEN) appellent à une grève générale de 24 heures pour le 13 mai.

*

L'objectif des dirigeants de la CGT (et du PCF, qui contrôle totalement la CGT, à l'époque) est de faire retomber la pression avec une grève routinière sans lendemain. Ils souhaitent un « retour au calme ».

Ils ont l'habitude de mobiliser et de démobiliser les travailleurs comme on ouvre et ferme un robinet. Mais cette fois-ci le robinet ne s'est pas fermé...

Le 13 mai, la grève générale est un succès monumental. 1 million de personnes, étudiants et travailleurs, manifestent à Paris. Des travailleurs de tous les secteurs sont en grève.

Un tel succès donne aux travailleurs une conscience de leur propre pouvoir, de leur nombre, de leur détermination... L'idée commence à circuler d'une poursuite de la grève.

Le 14 mai commence une grève avec occupation à Sud Aviation.

Au cours des jours suivants, ils sont rejoints par des travailleurs de différentes usines (Renault, etc), mais aussi par les cheminots, les gaziers, les électriciens, les mineurs, etc. La grève se développe « spontanément », sans appel des directions confédérales. Le mouvement leur échappe complètement.

Ce mouvement de grève spontané ressemble à celui de juin 36 – mais à une bien plus grande échelle, car depuis 1936, le poids social de la classe ouvrière a beaucoup grandi.

Le 18 mai, il y a déjà 6 millions de grévistes. Le 21 mai, 10 millions !

Tous les secteurs de l'économie sont affectés : industrie, transports, services publics, salariés des banques, employés de bureau, vendeuses des grands magasins...

Les classes moyennes sont aussi dans le mouvement, contaminées par l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière : les paysans, médecins, artistes, ingénieurs... rejoignent le mouvement.

Les étudiants occupent leurs universités. Les lycéens et leurs profs occupent leur lycée.

Les journalistes occupent l'ORTF (Office de Radiodiffusion-Télévision Française). Les écrivains occupent les bâtiments de la « Société des Gens de Lettres », etc. Même le festival de Cannes est annulé (ce n'est pourtant pas un milieu très prolétarien) !

L'ampleur du mouvement, qui touche une large partie des classes moyennes, révèle la profondeur de la crise.

*

Le pays est paralysé. Le gouvernement l'est aussi : il est comme suspendu en l'air. Il ne contrôle plus rien. Personne ne se soucie de ce que dit et fait le Parlement.

Le 24 mai, De Gaulle tente de proposer un référendum pour désamorcer la crise – mais les travailleurs refusent d'imprimer les bulletins de vote. Leurs camarades belges refusent de le faire, eux aussi, lorsque le gouvernement tente de faire imprimer les bulletins à l'étranger – c'est un très bon exemple de solidarité internationale.

Le discours du 24 mai du Général n'a aucun effet sur la grève. Le vrai pouvoir est dans la rue – mais encore faut-il le prendre.

Une grève générale illimitée pose la question du pouvoir. Ce n'est plus seulement une affaire de salaires ou de conditions de travail, mais de qui doit diriger la société ?

La conscience des travailleurs évolue à une très grande vitesse. Ils voient leur force collective et la faiblesse de l'Etat, qui perd son caractère « sacré ».

Une situation de « double pouvoir » se développe – avec d'un côté, l'Etat capitaliste, et de l'autre les Comités de grève, qui constituent un embryon d'Etat ouvrier.

A Nantes, en particulier : un Comité Central de grève est élu par tous les comités d'usine. Le Comité occupe la mairie, organise la distribution de nourriture avec les paysans, contrôle les prix – et célèbre même les mariages ! En d'autres termes, dans la région de Nantes, l'Etat bourgeois s'est complètement effondré – au profit du Comité de grève.

Voilà ce qu'il fallait développer au niveau national, en unifiant les Comités locaux dans un Comité national, qui aurait constitué la structure d'un Etat ouvrier – et aurait balayé le vieil Etat capitaliste décrépit.

Mais Nantes était l'exception, pas la règle.

*

Les dirigeants socialistes et communistes n'ont rien fait pour prendre la voie du pouvoir.

Pourtant, le PCF compte plus de 400 000 membres, ainsi qu'une très large couche de sympathisants. Il contrôle la CGT, avec ses 2,5 millions de membres. Tous les regards sont tournés en direction de ces deux grandes organisations de masse de la classe ouvrière.

Mais les dirigeants du PC sont terrorisés et refusent de reconnaître le caractère révolutionnaire du mouvement... Comme en juin 1936, ils disent : « c'est un vaste mouvement revendicatif » – et rien de plus.

Les dirigeants du PCF et de la CGT ont besoin de négociations pour justifier un appel à reprendre le travail. Le patronat – lui aussi terrorisé – saisit avidement cette proposition : des négociations s'ouvrent le 25 mai.

Quand les capitalistes ont peur de tout perdre (leur pouvoir), ils sont prêts à faire de grandes concessions – sachant qu'ils reprendront plus tard ce qu'ils ont cédé (et effectivement, par la suite, la plupart des acquis de Mai 68 ont été remis en cause, notamment via l'inflation).

En 36 heures, le patronat donne plus que ce que les dirigeants syndicaux réclamaient (en vain) depuis des années. Les Accords de Grenelle incluent des augmentations générales des salaires et des retraites, la légalisation de la section syndicale dans les entreprises, etc.

Mais cet « accord » est rejeté par la base – qui veut *davantage*. Quoi ? Le pouvoir. Mais comment le prendre ?

Face à cette situation, le PCF lance le vague mot d'ordre de « gouvernement populaire » – en complète contradiction avec l'idée qu'il s'agit seulement d'un « vaste mouvement revendicatif »...

Mais la direction du PCF ne lève pas le petit doigt pour organiser la conquête effective du pouvoir. Elle n'a aucune perspective sérieuse.

*

Un des arguments centraux des dirigeants du PCF repose sur l'idée selon laquelle « si on essaye de prendre le pouvoir, ce sera un bain de sang ! De Gaulle mobilisera l'armée contre nous ».

C'est faux. En Mai 68, l'armée est contaminée par l'atmosphère révolutionnaire. Une mutinerie éclate sur le porte-avions Clémenceau. Un tract publié par des soldats postés près de Strasbourg déclare qu'ils « ne tireront jamais sur les travailleurs » et appellent à former des comités de soldats. D'autres anecdotes de ce genre révèlent l'état d'esprit qui existait au sein de l'armée.

Dans ce contexte, De Gaulle n'aurait pas pu utiliser l'armée contre les grévistes. Au premier affrontement sanglant, l'armée se serait brisée. Même le journal bourgeois *Times* est forcé de reconnaître que « De Gaulle pourrait recourir à l'armée, mais une seule fois – car elle se briserait en morceaux ».

Malgré les plans élaborés par De Gaulle pour une intervention militaire, il ne put s'engager dans cette voie – au risque de pousser le mouvement vers l'insurrection.

*

Le 30 mai, De Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale, et des élections législatives anticipées pour le 23 juin.

Il mobilise la réaction : une grande manif est organisée à Concorde le même jour (30 mai). Elle est composée de toute la racaille réactionnaire hostile à la grève.

En l'absence d'initiative des dirigeants de gauche (qui soutiennent la perspective d'élections), le mouvement de reflux de la grève s'amorce début juin. La fatigue s'installe.

La direction de la CGT explique qu'« il faut négocier le meilleur accord entreprise par entreprise, sur la base des accords de Grenelle ».

La reprise du travail s'amorce progressivement. Mais mi-juin, il y a encore 4 millions de grévistes.

La répression s'abat alors sur le mouvement. L'Etat reprend le dessus. La répression fait plusieurs morts et de nombreux blessés. Des journalistes et des travailleurs sont licenciés. Des travailleurs immigrés sont expulsés.

Aux législatives, les 23 et 30 juin, la droite remporte une large victoire – et pour cause. Le reflux et la déception démoralisent les travailleurs.

De plus, le PCF fait campagne sur la base du mot d'ordre : « le parti de la Loi et de l'Ordre » !

Cette trahison du PCF a marqué le début de son déclin, qui s'est poursuivi jusqu'à nos jours.

*

Pour conclure :

A l'époque, le PCF et la CGT jouissaient d'une énorme autorité sur de larges couches du salariat.

Aujourd'hui, le PCF est marginalisé. L'autorité de la CGT est très faible. Même l'autorité de Mélenchon est sans commune mesure avec celle des dirigeants du PCF et de la CGT de l'époque.

Cela signifie qu'un nouveau Mai 68 – qui est inévitable – ne pourra pas être contrôlé de la même manière.

Ceci dit, sa victoire nécessitera l'existence d'un parti révolutionnaire – ce que nous nous efforçons à construire dès aujourd'hui.